

# L'Humanité

LE JOURNAL FONDÉ PAR JEAN JAURÈS

Rencontre  
**JEAN-BAPTISTE MALET**

Il dénonce l'imposture  
de la trop médiatisée  
Marine Le Pen.

P. 12



**EXCLUSIF**

# LE BRÛLOT DES ÉCONOMISTES ATTERRES

27 experts publient un ouvrage collectif : *Changer d'économie. Nos propositions pour 2012*. Une critique impitoyable de la faillite du libéralisme, et des pistes pour sortir de la crise.

L'Humanité en publie des bonnes feuilles. **Page 2**

## De quoi être atterrés !



PAR PAULE MASSON

Quand les altermondialistes se sont emparés de la proposition d'instaurer une taxe sur les transactions financières, dite taxe Tobin, ils engageaient un mouvement de nature très politique : crédibiliser l'idée qu'un autre monde est possible. Quand Nicolas Sarkozy met en scène son déplacement à Berlin en expliquant à l'Allemagne que « *la France n'attendra pas que tous les autres soient d'accord* » pour mettre en œuvre ce type de taxe, il tente une opération camouflage de l'idée : « *Un monde plus dur est possible.* »

**Car, pour les dirigeants européens, réglementer, même un peu, la spéculation, n'est pas un horizon,** ou alors très lointain. La chancelière Angela Merkel n'a pas manqué de le rappeler hier : pour que la taxe voie le jour, il faut d'abord convaincre les vingt-sept pays de la zone euro de marcher dans le même sens. L'objectif tout proche, par contre, consiste à faire adopter un nouveau traité européen qui, loin de « moraliser » le capitalisme, inscrit dans le marbre une discipline budgétaire de fer, la généralisation de la règle d'or, l'emploi, les salaires, le travail, les services publics sacrifiés au nom de la compétitivité... Rien qui tienne la moindre promesse de monde meilleur !

**Mais, dans sa course pour retrouver un peu de crédibilité d'ici à l'élection présidentielle,**

Nicolas Sarkozy a besoin de donner des gages sur ses choix économiques.

On y voit Nicolas Sarkozy lançant à Robert Hue : « L'affaire de la taxe Tobin est une absurdité. »

Comme il est désavoué dans l'opinion sur la TVA sociale, quoi de mieux que d'appeler à la rescousse un keynésien, l'économiste James Tobin, devenu célèbre pour avoir proposé de taxer, de manière infime, les flux de capitaux

afin de récupérer quelques subsides sur la spéculation pour les consacrer à l'aide au développement.

## Événement

BONNES FEUILLES

## Les Économistes atterrés à livre ouvert

Ils sont enseignants, chercheurs, experts, ils mettent en débat des propositions en rupture avec les politiques néolibérales aujourd'hui en faillite. En exclusivité, *l'Humanité* publie des extraits de leur nouvel ouvrage : *Changer d'économie !*

**N**os propositions pour 2012 : le sous-titre du nouvel ouvrage publié par Les Économistes atterrés exprime bien deux aspects de leur démarche. D'une part leur volonté d'aller le plus loin possible dans la critique de l'idéologie néolibérale en formulant des « propositions montrant clairement que des politiques alternatives sont

à la fois souhaitables et possibles ». D'autre part, la conscience que, pour soulever la chape de plomb pesant sur les issues possibles à la crise, il faut ouvrir le débat avec les citoyens. L'approche des élections leur offre de ce point de vue une opportunité extraordinaire.

En se lançant dans cette aventure, Les Atterrés ne cherchent pas à taire leurs différences, « mêmes

lorsqu'elles se sont révélées substantielles ». C'est ainsi que sont ciblés deux thèmes qui méritent de pousser l'échange : celui des moyens pour traiter le problème de la dette publique et celui de la nature de la croissance à mettre en œuvre.

Cette liberté de ton et d'expression n'est évidemment possible que sur la base d'un consensus. « Nous sommes unanimes à considérer que

*l'on ne peut sortir des griffes des marchés par des politiques d'austérité, lesquelles, outre qu'elles provoquent des dégâts sociaux, font chuter la croissance et n'améliorent certainement pas les soldes publics* », écrivent-ils.

Pour préserver cette diversité, Les Atterrés refusent de s'engager sous une bannière, ils entendent seulement éclairer les choix des citoyens.

PIERRE IVORRA

**La dépense publique, bonne pour le bien-être social et l'emploi \***

CHRISTOPHE RAMAUX.

le travail, les services publics sacrifiés au nom de la compétitivité... Rien qui tienne la moindre promesse de monde meilleur !

**Mais, dans sa course pour retrouver un peu de crédibilité d'ici à l'élection présidentielle,** Nicolas Sarkozy a besoin de donner des gages sur ses choix économiques.

**On y voit Nicolas Sarkozy lançant à Robert Hue : « L'affaire de la taxe Tobin est une absurdité. »**

afin de récupérer quelques subsides sur la spéculation pour les consacrer à l'aide au développement.

**Ce fut, on s'en rappelle, cette proposition qui, en 1998, a amené la création d'Attac.** En réaction au leurre politique lancé par le président de la République, l'association, dont beaucoup de responsables sont aujourd'hui partie prenante des Économistes atterrés, publie sur son site la vidéo d'une émission télévisée de 1999. On y voit Nicolas Sarkozy lançant à Robert Hue, alors secrétaire national du Parti communiste : *« L'affaire de la taxe Tobin est une absurdité. Nous, nous taxerons et aucun autre pays ne le fera ? Si nous le faisons en France, on va encore le payer de dizaines de milliers de chômeurs supplémentaires (...) Réveillez-vous, Monsieur Hue, le monde a changé ! »*

**En bon libéral, il défendait sans complexe ce monde déjà rongé par le pouvoir de la finance** et la spéculation. Devenu président de la République, il s'est évertué à lever une à une les quelques règles en vigueur dans le système financier, dont, en 2008, l'impôt de Bourse, petite taxe des transactions sur les actions qu'il a fait supprimer. Où y a-t-il place pour une taxe Tobin, une vraie, qui soit suffisamment dissuasive pour commercer à désarmer les marchés financiers, dans ce schéma ?

**Devant tant de mauvaise foi, il y a de quoi être atterré.** Comme le disent les économistes qui forment le collectif du même nom, *« d'autres politiques économiques sont possibles »*. Dans leur livre, dont nous livrons de bonnes feuilles, ils contribuent à poser le débat électoral sur un terrain bien plus intéressant que celui des coups de bluff politiques. Comment construire une politique du *« vivre ensemble, dans une Europe de prospérité, de plein-emploi, ou la cohésion sociale et la démocratie sont les valeurs cardinales »*. Stimulant !

**I**nouvel ouvrage publié par Les Économistes atterrés exprime bien deux aspects de leur démarche. D'une part leur volonté d'aller le plus loin possible dans la critique de l'idéologie néolibérale en formulant des *« propositions montrant clairement que des politiques alternatives sont*

les issues possibles à la crise, il faut ouvrir le débat avec les citoyens. L'approche des élections leur offre de ce point de vue une opportunité extraordinaire.

En se lançant dans cette aventure, Les Atterrés ne cherchent pas à taire leurs différences, *« mêmes*

qui méritent de pousser l'échange : celui des moyens pour traiter le problème de la dette publique et celui de la nature de la croissance à mettre en œuvre.

Cette liberté de ton et d'expression n'est évidemment possible que sur la base d'un consensus. *« Nous sommes unanimes à considérer que*

*qu'elles provoquent des dégâts sociaux, font chuter la croissance et n'améliorent certainement pas les soldes publics »*, écrivent-ils.

Pour préserver cette diversité, Les Atterrés refusent de s'engager sous une bannière, ils entendent seulement éclairer les choix des citoyens.

**PIERRE IVORRA**

## La dépense publique, bonne pour le bien-être social et l'emploi \*

**CHRISTOPHE RAMAUX.**

**« Charges sociales », « poids des prélèvements obligatoires »** : c'est en des termes accusateurs qu'est traditionnellement évoquée la dépense publique. L'idée communément admise est la suivante : le secteur public improductif est financé par un prélèvement sur le secteur privé qui étouffe ce dernier alors même que c'est lui, seul, qui crée la richesse. Avec la forte hausse de la dette publique depuis 2008, la stigmatisation a redoublé d'intensité : il faudrait de toute urgence réduire la sphère de l'intervention publique. L'Europe s'est ainsi lancée dans une véritable course à l'échalote en la matière. Pour séduire les agences de notation et les investisseurs financiers, c'est à qui réduira le plus ses retraites, le nombre de ses fonctionnaires, etc. Et si la dépense publique était avant tout une bonne chose pour le bien-être et l'emploi ?

Les dépenses des administrations publiques (État, collectivités locales et organismes de Sécurité sociale) comprennent celles prises en charge par les impôts et les cotisations sociales, celles assumées par les ressources que ces administrations tirent de la vente d'une partie de leurs services (forfait hospitalier, frais d'inscription à l'université, billets de musée, etc.) et celles financées par les déficits. Au total, la dépense publique représente un peu plus de 50 % du PIB en France (52,5 % en 2005, 56 % en 2010 à la suite de la récession).

Mais cela ne signifie aucunement que plus de la moitié de la richesse va au secteur public ou aux fonctionnaires. (...) D'une part, il y a les sommes qui servent à payer des services publics, et donc à rémunérer les fonctionnaires. Ces services bénéficient aux ménages : d'une façon ou d'une autre, ce sont eux qui les consomment. D'autre part, il y a les sommes qui correspondent à des transferts monétaires, lesquels comprennent toutes les prestations sociales en espèces (retraites, allocations chômage, etc.). Elles donnent certes lieu à prélèvements, mais elles sont immédiatement reversées, à la fin de chaque mois, aux ménages, ce qui soutient leur revenu et donc leur consommation.

Les prestations sociales en espèces versées par les administrations s'élèvent à 378 milliards d'euros (en 2010) : c'est près de 30 % du revenu disponible brut des ménages (et 35 % de la dépense publique). Certaines dépenses engagent et assurent directement l'avenir. Un pays a tout à gagner à avoir une population éduquée, une recherche de pointe ou encore des infrastructures modernes. Les employeurs bénéficient de ces infrastructures et de la main-d'œuvre formée par l'éducation nationale. Indirectement, les dépenses de transfert leur sont aussi utiles : les retraites et les allocations chômage alimentent le revenu des ménages. Elles soutiennent donc leur consommation et par conséquent les débouchés des entreprises.

**Proposition n° 1.** Une politique de soutien à l'activité et d'augmentation des impôts sur les plus riches afin d'élargir les marges de manœuvre budgétaires.

**Proposition n° 2.** Une réhabilitation de la dépense publique remettant en cause les partenariats public-privé et les politiques de démantèlement des services publics (RGPP, T2A, LRU, etc.).

**Proposition n° 3.** Un plan pluriannuel de relance budgétaire, en particulier autour de trois volets : l'enseignement et la recherche, la santé, l'écologie.

\* Extrait du chapitre 5 : « Éloge de la dépense publique ».

« On veut tordre le cou à cette idée que la crise de l'euro serait une crise de la dette publique. » **BENJAMIN CORIAT.**

**Pour le coprésident des Économistes atterrés, cette crise est liée à la crise financière et non à un excès de dépenses publiques.**

**17%**

**C'est, en points de PIB, ce que représente l'« effort » réclamé aux Grecs entre 2009 et 2012 au titre de l'austérité.**

## Entreprises : contrer la gouvernance actionnariale\*

**BENJAMIN CORIAT, THOMAS COUTROT, ROLAND PÉREZ ET OLIVIER WEINSTEIN.**

Les discussions sur la crise et les conditions pour en sortir se sont focalisées pour l'essentiel sur le système financier et les réformes à y introduire. Or la financiarisation de l'économie s'est aussi traduite par des transformations profondes des structures et des modes de fonctionnement des entreprises industrielles, qui participent de l'instabilité générale du système. (...)

Pour comprendre ce qui s'est passé, il faut convoquer une conjonction de facteurs qui ont permis le développement du pouvoir de la finance et la progression jusqu'à l'hégémonie d'une nouvelle idéologie de l'entreprise centrée sur la notion de « valeur actionnariale ». (...) Cet activisme peut prendre diverses formes : pressions auprès des dirigeants pour obtenir des taux de rentabilité élevés, de l'ordre de 15 à 20 %, pressions pour imposer de nouvelles normes de gouvernance d'entreprise – par exemple, en ce qui concerne la composition des conseils d'administration – ou encore intervention directe dans la gestion de l'entreprise.

Ces conséquences sont considérables. (...) On peut en distinguer trois dimensions : la transformation des systèmes de production, la transformation des modes de gestion du travail et le bouleversement des conditions de répartition de la valeur créée par l'entreprise.

(...) Sous l'étendard de la recherche de la « flexibilité » et de la mobilité, on a assisté à un véritable éclatement de l'entreprise comme collectif de travail : apparition d'une nébuleuse d'entités juridiquement indépendantes, multiplication des statuts des salariés, distance croissante entre les différentes composantes de l'entreprise et entre les différentes catégories de salariés et de managers. Le tout s'accompagne d'une diversification des modes de rémunération qui va alimenter la montée des inégalités.

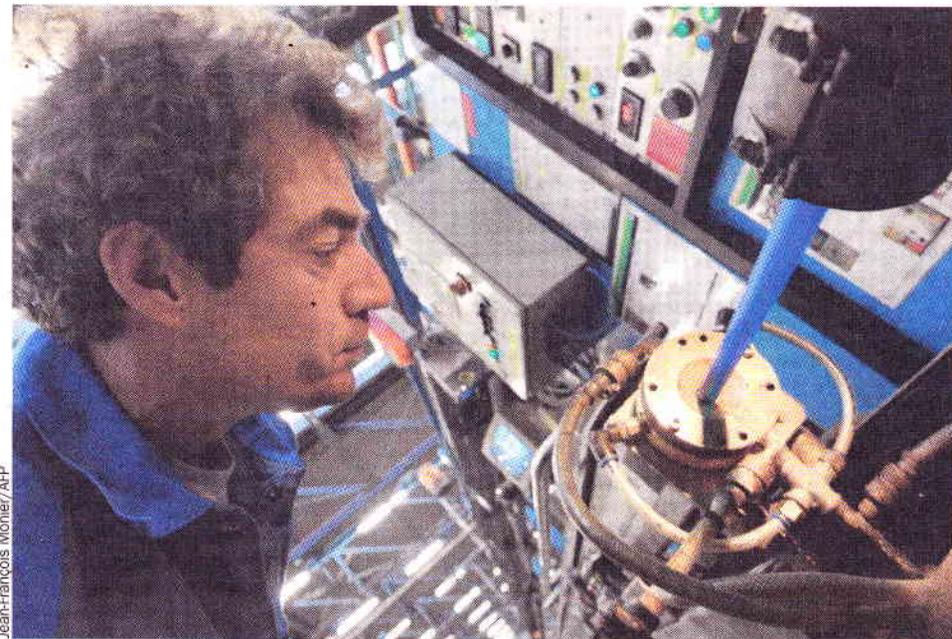
(...) À cela s'ajoute la déconnexion entre dividendes et profits : en période d'expansion des profits, les firmes augmentent leurs dividendes par action, mais, à l'inverse, en période de dégradation des profits, elles tentent de maintenir les dividendes à un niveau satisfaisant en augmentant leur taux de distribution. Le maintien de dividendes élevés, même lorsque les profits baissent, demeure une priorité de la politique des entreprises, le plus souvent au détriment de l'investissement et de la R&D.

(...) L'heure d'un changement radical de modèle et de philosophie a sonné. (...)

Il est urgent de s'écarter de l'idéologie qui veut que l'information financière des entreprises doit être formatée pour satisfaire aux seuls besoins des actionnaires et des investisseurs. Refondre les normes comptables, redéfinir les indicateurs et outils de mesure des performances doit aider à parvenir à des représentations plus exactes de la santé des entreprises et de leurs activités.

(...)

Pour contrer les travers de la gouvernance actionnariale, il faut cependant aller au-delà et promouvoir des droits nouveaux portant sur tous les sujets qui concernent les orientations économiques et financières de l'entreprise et se traduisent par des effets sur l'emploi ou les rémunérations.



Jean-François Monier/AFP

**Pour Les Atterrés, si « les nouvelles technologies avaient fait naître beaucoup d'espoirs (...) fondamentalement, (elles) ne sont pas au service du travailleur mais à celui du détenteur du capital ».**

## Repenser le travail\*

**PHILIPPE ASKENAZY ET PHILIPPE MÉHAUT.**

Un temps oublié, le travail s'invite de nouveau sur le devant de la scène. Le recul de l'industrie, la montée des services, le mythe d'une économie immatérielle ont fait penser que les conditions de travail, souvent vues uniquement en rapport avec la transformation de la matière, s'amélioreraient ; mécaniquement, le contenu du travail serait plus qualifié, plus épanouissant.

Vers la fin des années 1990, un débat autour de la « fin du travail » mettait même en doute son rôle central de « grand intégrateur » dans la société. Parallèlement, au moins en France, la persistance d'un haut niveau de chômage focalisait l'attention et les politiques sur l'emploi, quelles que soient les qualités de celui-ci. Plus encore, la lutte contre le chômage devait passer par l'abaissement du coût du travail et par le développement de statuts d'emploi dégradés – en clair, par la précarité.

Les nouvelles technologies avaient fait naître beaucoup d'espoirs. Elles ont incontestablement, grâce à l'automatisation, permis d'alléger la charge physique dès les années 1970 (...). Fondamentalement, les technologies ne sont pas au service du

d'une nébuleuse d'entités juridiquement indépendantes, multiplication des statuts des salariés, distance croissante entre les différentes composantes de l'entreprise et entre les différentes catégories de salariés et de managers. Le tout s'accompagne d'une diversification des modes de rémunération qui va alimenter la montée des inégalités.

(...) À cela s'ajoute la déconnexion entre dividendes et profits: en période d'expansion des profits, les firmes augmentent leurs dividendes par action, mais, à l'inverse, en période de dégradation des profits, elles tentent de maintenir les dividendes à un niveau satisfaisant en augmentant leur taux de distribution. Le maintien de dividendes élevés, même lorsque les profits baissent, demeure une priorité de la politique des entreprises, le plus souvent au détriment de l'investissement et de la R&D.

(...) L'heure d'un changement radical de modèle et de philosophie a sonné. (...)

Il est urgent de s'écarter de l'idéologie qui veut que l'information financière des entreprises doit être formatée pour satisfaire aux seuls besoins des actionnaires et des investisseurs. Refondre les normes comptables, redéfinir les indicateurs et outils de mesure des performances doit aider à parvenir à des représentations plus exactes de la santé des entreprises et de leurs activités.

(...)

Pour contrer les travers de la gouvernance actionnariale, il faut cependant aller au-delà et promouvoir des droits nouveaux portant sur tous les sujets qui concernent les orientations économiques et financières de l'entreprise et se traduisent par des effets sur l'emploi ou les rémunérations.

**Proposition n° 1.** Réformer profondément la fiscalité sur les revenus des dirigeants et des actionnaires et leurs modes de rémunération; pénaliser la distribution des profits non réinvestis; plafonner les plus hauts revenus.

**Proposition n° 2.** Élargir les compétences et les pouvoirs des comités d'entreprise; donner aux salariés des droits nouveaux en matière de choix et de stratégie économiques.

**Proposition n° 3.** Assurer au sein de l'entreprise la représentation des principales parties prenantes concernées par ses activités.

\* Extrait du chapitre 7: « Entreprises: sortir de la financiarisation »

# Repenser le travail\*

PHILIPPE ASKENAZY ET PHILIPPE MÉHAUT.

Un temps oublié, le travail s'invite de nouveau sur le devant de la scène. Le recul de l'industrie, la montée des services, le mythe d'une économie immatérielle ont fait penser que les conditions de travail, souvent vues uniquement en rapport avec la transformation de la matière, s'amélioreraient; mécaniquement, le contenu du travail serait plus qualifié, plus épanouissant.

Vers la fin des années 1990, un débat autour de la « fin du travail » mettait même en doute son rôle central de « grand intégrateur » dans la société. Parallèlement, au moins en France, la persistance d'un haut niveau de chômage focalisait l'attention et les politiques sur l'emploi, quelles que soient les qualités de celui-ci. Plus encore, la lutte contre le chômage devait passer par l'abaissement du coût du travail et par le développement de statuts d'emploi dégradés – en clair, par la précarité.

Les nouvelles technologies avaient fait naître beaucoup d'espoirs. Elles ont incontestablement, grâce à l'automatisation, permis d'alléger la charge physique dès les années 1970 (...). Fondamentalement, les technologies ne sont pas au service du travailleur mais à celui du détenteur du capital, l'employeur.

Elles peuvent lui permettre de renforcer le lien de subordination, de contrôler ou prescrire le contenu du travail, d'« optimiser » les cadences, de supprimer les temps morts, de mettre en concurrence les salariés ou encore de disloquer les collectifs en organisant un travail par équipe instable. Or l'exploitation des potentiels offerts par les technologies répond plus que jamais aux impératifs de rentabilité, en négligeant le travailleur. Dans ce contexte, même une politique de réduction de la durée du travail ne peut « naturellement » réduire la charge de travail. (...)

Dans la plupart des champs touchant au travail (organisation du travail, risques et santé, formation), on voit fleurir les discours autour de l'idée d'un État « modeste » (faute de moyens financiers et de pouvoirs effectifs d'intervention). Au nom de la primauté du dialogue social, nombre de décisions, réglementaires ou financières, sont renvoyées aux partenaires sociaux. (...) Il faut revenir à d'autres règles, à d'autres combinaisons entre les responsabilités des uns et des autres. L'État édicte les normes et contrôle leur application. (...) Mais quelle est la crédibilité de ce modèle si l'État déroge lui-même aux principales règles? Combien d'enseignants ont expérimenté une visite médicale du travail régulière? Combien d'empilements de CDD dans toutes les fonctions publiques? (...) L'amélioration du travail passe donc aussi par une nouvelle gestion des ressources humaines de l'État à tous les niveaux: il faut repenser le contenu du travail et redonner leur sens aux missions de service public.

**Proposition n° 1.** Construire une véritable diplomatie internationale du travail dont l'Europe serait un des moteurs.

**Proposition n° 2.** Saisir l'opportunité de la transition écologique pour faire des nouveaux emplois et métiers, créer un outil de reconquête des conditions de travail et des conditions du travailleur.

**Proposition n° 3.** En France, remettre le travail au centre des préoccupations de l'État normalisateur, employeur et donneur d'ordres.

\* Extrait du chapitre 8: « Redonner un avenir au travail ».

les  
économistes  
atterrés

## UN COLLECTIF CRÉÉ IL Y A UN AN

**Les Économistes atterrés.**

**Changer d'économie!**

**Nos propositions pour 2012** est un ouvrage de 246 pages publié par les éditions Les liens qui libèrent, pour un prix de 18,50 euros.

Le collectif a été créé

il y a un peu plus d'un an par des économistes atterrés par la persistance, en dépit de leur inefficacité, de politiques inspirées de la pensée libérale. Afin d'expliquer leur démarche, ils ont rédigé un manifeste puis un livre: **20 Ans d'aveuglement. L'Europe au bord du gouffre.**

L'ouvrage actuel a été écrit par vingt-sept économistes, professeurs d'université, experts, spécialistes dans divers domaines. Il traite de onze thèmes. Outre les questions relatives à l'euro et aux marchés financiers sont couverts des sujets qui traitent des banques, de la régulation financière, de la fiscalité et de la protection sociale, du gouvernement des entreprises, du chômage et de l'emploi ou encore de l'avenir du travail et de la transition écologique. Chaque chapitre est ponctué par des propositions qui ne constituent pas pour autant un programme. « *Les réformes que nous proposons traitent des dimensions clés de la crise actuelle et sont pensées pour ouvrir une voie de sortie* » écrivent Les Atterrés.

## Permettre un financement des États moins coûteux\*

FRÉDÉRIC BOCCARA, EDWIN LE HÉRON  
ET DOMINIQUE PLIHON.

Un des enjeux de la politique monétaire est d'assurer un financement bon marché des États grâce à des taux d'intérêt et d'inflation bas. N'oublions pas que 1 % de taux d'intérêt en plus, c'est à terme plus de 15 milliards d'euros d'intérêts supplémentaires sur la dette publique de la France, donc plus de 15 milliards de recettes à trouver. Aujourd'hui, avec la crise et la spéculation sur les dettes souveraines, cet objectif ne suffit plus. Le passage du Fonds européen de stabilité financière (FESF) au mécanisme européen de stabilité (MES) – mécanisme pérenne d'assistance aux pays en difficulté doté de 700 milliards d'euros, avec une capacité effective de prêts de 500 milliards – est une étape importante, mais perverse, car combinée au respect du pacte euro plus. Il en va de même des clauses d'action collective intégrées aux nouveaux titres à plus d'un an émis par les États.

À court terme, des interventions sans limite de la BCE sur le marché secondaire des dettes publiques pour en assurer la liquidité et la stabilité devraient être menées.

D'autres solutions, nécessitant un nouveau traité européen, devraient être mises en œuvre : ainsi, la dette publique des États membres devrait être totalement garantie par eux-mêmes et par la BCE afin de briser les reins de la spéculation.

Personne en Europe n'a à gagner à la faillite d'un État, et la solidarité européenne ne doit pas rester un slogan.

Une profonde transformation du système bancaire et financier apparaît donc comme une des clés de la reconstruction de l'Union européenne et de la zone euro sur de nouvelles bases, plus démocratiques et plus efficaces. Une nouvelle organisation des banques et du crédit, d'une part, et une réforme de la politique monétaire et du système européen des banques centrales, d'autre part, constituent les deux piliers de cette nécessaire mutation.

**Proposition n° 1.** Recentrer les banques sur la distribution du crédit pour une meilleure maîtrise des risques et pour réduire au maximum la spéculation.

**Proposition n° 2.** Recréer un pôle bancaire et financier public pour financer les collectivités locales et les PME et pour engager la reconversion écologique et sociale de l'économie française.

**Proposition n° 3.** Réformer le système européen de banques centrales pour mener une politique monétaire aux objectifs élargis et contrôlée démocratiquement.

\* Extrait du chapitre 10 : « Pour un système de financement émancipé des marchés financiers ».

## Pour un changement de statut des banques\*

FRÉDÉRIC LONDON.

Tous les arguments s'accroissent maintenant pour exiger, sinon une nationalisation, du moins une déprivatisation intégrale du secteur bancaire. Par la position qu'elles occupent dans la structure sociale du capitalisme, les banques se rendent nécessairement coupables de plusieurs captures de biens communs – qu'on appellerait aussi bien des prises d'otages –, puisqu'elles sont conservatrices de fait du bien public, en quoi consistent la sûreté des encaisses monétaires de la population et l'intégrité du système des paiements ; il est donc impensable que les États se désintéressent de leur sort et puissent s'abstenir de venir les sauver. Cette garantie exorbitante ne saurait demeurer sans une contrepartie de même format, qui ne peut être que la soumission à un contrôle public intégral. (...)

Si défaire les banques du statut privé actionnarial qui leur autorise ce genre d'impudence passe nécessairement, dans un premier temps, par la nationalisation, il n'est pas certain que le « pôle public unifié du crédit » doive être le dernier mot de la transformation bancaire. Il y a même des raisons de s'inquiéter de ce que l'État ait en dernier ressort directement la main sur tous les robinets du crédit. Aussi cette mutation devrait-elle ultérieurement cheminer vers une forme sensiblement différente qui rendrait les banques à un principe d'autonomie et de localité. À mi-distance entre le statut de société par actions et celui d'établissement public (et sans doute plus près du second que du premier!), il s'agirait donc de penser quelque chose comme un « système socialisé du crédit ». Composé de banques organisées sur des bases coopératives étendues, jouissant d'une autonomie de décision, mais dont le champ d'action serait très strictement délimité, relevant toutes du même statut, donc soustraites aux tentations induites par la concurrence avec un secteur privé (...), un système socialisé du crédit serait économe en fonds propres du fait du strict encadrement de ses risques économiques (et surtout de l'absence de risques spéculatifs), rendant possible de troquer les (illusaires) protections des ratios Tier-1 contre une garantie d'État inconditionnelle. Mais, dans cette affaire, il s'agit surtout de rendre cette chose économiquement et socialement si importante qu'est le crédit à des partages de décision aussi étendus que possible, impliquant aux côtés de professionnels de la banque, mais hors de toute logique de rentabilité actionnariale, l'ensemble des parties prenantes, salariés, chefs d'entreprise, associations de consommateurs, associations environnementalistes, évidemment représentants locaux de l'État et de la Banque centrale, c'est-à-dire tous ceux que la finance concerne vraiment.

**Proposition n° 1.** Séparation radicale entre les banques de dépôt et les banques d'investissement.

**Proposition n° 2.** Interdiction des OTC (les transactions de gré à gré) et des investissements de marge (la spéculation avec des fonds empruntés) ; rapatriement de toutes les transactions dans des Bourses transparentes, contrôlées et nationalisées.

**Proposition n° 3.** Mutation des structures bancaires en un système socialisé du crédit.

ne doit pas rester un slogan.

Une profonde transformation du système bancaire et financier apparaît donc comme une des clés de la reconstruction de l'Union européenne et de la zone euro sur de nouvelles bases, plus démocratiques et plus efficaces. Une nouvelle organisation des banques et du crédit, d'une part, et une réforme de la politique monétaire et du système européen des banques centrales, d'autre part, constituent les deux piliers de cette nécessaire mutation.

**Proposition n° 1.** Recentrer les banques sur la distribution du crédit pour une meilleure maîtrise des risques et pour réduire au maximum la spéculation.

**Proposition n° 2.** Recréer un pôle bancaire et financier public pour financer les collectivités locales et les PME et pour engager la reconversion écologique et sociale de l'économie française.

**Proposition n° 3.** Réformer le système européen de banques centrales pour mener une politique monétaire aux objectifs élargis et contrôlée démocratiquement.

\* Extrait du chapitre 10 : « Pour un système de financement émancipé des marchés financiers ».

Le système socialisé du crédit serait économe en fonds propres du fait du strict encadrement de ses risques économiques (et surtout de l'absence de risques spéculatifs), rendant possible de troquer les (illusoire) protections des ratios Tier-1 contre une garantie d'État inconditionnelle. Mais, dans cette affaire, il s'agit surtout de rendre cette chose économiquement et socialement si importante qu'est le crédit à des partages de décision aussi étendus que possible, impliquant aux côtés de professionnels de la banque, mais hors de toute logique de rentabilité actionnariale, l'ensemble des parties prenantes, salariés, chefs d'entreprise, associations de consommateurs, associations environnementalistes, évidemment représentants locaux de l'État et de la Banque centrale, c'est-à-dire tous ceux que la finance concerne vraiment.

**Proposition n° 1.** Séparation radicale entre les banques de dépôt et les banques d'investissement.

**Proposition n° 2.** Interdiction des OTC (les transactions de gré à gré) et des investissements de marge (la spéculation avec des fonds empruntés) ; rapatriement de toutes les transactions dans des Bourses transparentes, contrôlées et nationalisées.

**Proposition n° 3.** Mutation des structures bancaires en un système socialisé du crédit.

\* Extrait du chapitre 11 : « L'effarante passivité de la réglementation financière ».

# « Rompre avec la stratégie de soumission aux marchés »

Henri Sterdyniak est coprésident de l'association des Économistes atterrés, créée en 2010 et rassemblant près de 2000 membres.

## ENTRETIEN



**Pour leur troisième livre, Les Économistes atterrés sont sortis de l'« indignation » et du constat afin de dresser une série de propositions pour changer la politique économique**

**en France et en Europe et même au niveau mondial... Est-ce un nouveau cap ?**

**HENRI STERDINIYAK.** Je ne pense pas que ce soit un nouveau cap, dans le sens où, dans nos précédents ouvrages comme dans celui-là, nous avons deux préoccupations : la première est de montrer que les politiques néolibérales renforcent la crise et aboutissent à des impasses. La deuxième est de définir des pistes pour un changement de politique qui concerne aussi bien la sphère financière que productive.

**Les propositions avancées sont en profonde rupture vis-à-vis des politiques économiques mises en place en Europe et dans le monde.**

**Comment avez-vous procédé afin de dépasser vos différences et trouver des compromis allant dans ce sens ?**

**HENRI STERDINIYAK.** Nous avons essayé d'exposer nos différences. Parmi nous, certains mettent l'accent sur une stratégie nationale, selon laquelle il est possible à l'échelle d'un pays de mettre en œuvre des politiques nouvelles. Ces dernières pouvant être un aiguillon pour les luttes dans les autres pays. Ainsi un pays avec des protections sociales élevées peut servir de modèle pour les populations des autres pays dans leurs luttes. À l'inverse, d'autres estiment que tout se joue à l'échelle européenne. Avec le changement écologique, certains pensent qu'il faut renoncer à se fixer des objectifs en termes de croissance, pendant que d'autres ne voient aucune contradiction. Mais, au final, nous sommes portés par une vision commune disant que la politique néolibérale aboutit à la catastrophe et qu'il faut des changements importants.

**Lesquels ?**

**HENRI STERDINIYAK.** Il y a deux points où la faillite du modèle libéral est particulièrement importante. La faillite de la globalisation financière avec le développement des marchés financiers qui supplanteraient l'État pour financer nos retraites, notre éducation, notre santé. Puisque ce développement des marchés s'est traduit par des crises à répétition qui ont fragilisé l'ensemble du système bancaire et du financement des entreprises, des États, il faut absolument mettre un coup d'arrêt à la financiarisation, avec des mesures fortes pour réduire l'importance des marchés financiers, pour augmenter le poids du crédit, développer un système financier public ou encore assurer un financement des États et le garantir par la Banque centrale européenne. Pour les entreprises, il faut mettre un terme à cette stratégie qui consiste à augmenter le poids des profits dans la valeur ajoutée, en faisant pression sur les salaires et la dépense sociale. Et on le voit encore avec la TVA sociale, le gouvernement veut accentuer le mouvement et cherche une nouvelle façon

d'augmenter les profits en diminuant les dépenses de protection sociale. C'est le contraire de ce qu'il faut faire car cette politique crée une insuffisance de demande qui sera compensée par un endettement des ménages ou des bulles financières. C'est important de le dire aujourd'hui.

**Allez-vous adresser votre livre aux candidats à la présidentielle ?**

**HENRI STERDINIYAK.** Les Économistes atterrés veulent intervenir dans le débat public pour infléchir les programmes proposés par les candidats de gauche pour une rupture profonde avec le capitalisme financier tel qu'il s'est développé et tel qu'il est en crise. Le plus important n'est pas de battre le président sortant mais d'avoir une rupture avec la stratégie de soumission aux marchés financiers. Mais c'est aux citoyens de réclamer aux partis politiques des mesures fortes. Nous avons prévu, après la publication de notre ouvrage, un certain nombre de réunions, de conférences.

ENTRETIEN RÉALISÉ PAR CLOTILDE MATHIEU